

R I S M A

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT & PROPRIÉTAIRE HÔTELIER

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Résultats au 31 décembre 2022

SOFITEL
HOTELS & RESORTS

 pullman
HOTELS AND RESORTS



NOVOTEL
HOTELS, SUITES & RESORTS

 Mercure
HOTELS

 ibis
HOTELS

 ACCOR

Après deux années de crise sanitaire, l'ouverture des frontières au 7 février 2022 permet la reprise de l'activité touristique, avec des indicateurs en progression continue.

	2021	2022	Variation
Taux d'occupation consolidé	34%	51%	+17 Pts
Chiffre d'affaires consolidé	525 MDH	1 037 MDH	+97%
Excédent Brut d'Exploitation consolidé	58 MDH	352 MDH	
Résultat net, Part du Groupe	-172 MDH	152 MDH	

Une année marquée par :

- La reprise du tourisme national suite à l'ouverture des frontières le 7 février 2022, permettant ainsi à RISMA d'afficher un taux d'occupation de 51%.
- Les aides de l'État qui ont contribué à encourager la reprise de l'activité du secteur touristique.
- La poursuite des rénovations des hôtels de RISMA.

COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2022

État de la situation financière consolidée- Actif

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Écart d'Acquisition	281 505	281 505
Immobilisations Incorporelles	1 154	1 171
Immobilisations Corporelles	2 782 744	2 718 996
Titres mis en équivalence	20 213	27 806
Autres immobilisations financières	2 103	2 103
Immobilisations financières	22 316	29 909
Actifs d'impôts différés	93 597	87 720
Total Actif Non Courant	3 181 315	3 119 300
Stocks	11 361	11 499
Clients	31 391	49 743
Autres tiers	155 971	153 113
Trésorerie et équivalence de trésorerie	236 794	839 728
Total Actif Courant	435 517	1 054 084
Total Actif	3 616 833	4 173 384

État de la situation financière consolidée- Passif

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Capital	1 432 695	1 432 695
Primes et réserves	(195 209)	(367 034)
Résultat de l'exercice	(171 829)	152 075
Capitaux Propres Part Groupe	1 065 657	1 217 736
Intérêts minoritaires	84 742	91 367
Capitaux Propres	1 150 399	1 309 102
Autres dettes à long terme	1 806 933	2 044 816
Provisions à caractère non courant	2 304	2 852
Total Passif Non Courant	1 809 237	2 047 669
Fournisseurs	163 864	257 016
Autres tiers et impôt société	191 413	235 620
Provisions à caractère courant	81 914	83 410
Dettes financières à court terme (y.c location financement)	144 531	158 309
Banques	75 474	82 258
Total Passif Courant	657 196	816 613
Total PASSIF	3 616 833	4 173 384

Compte de résultat consolidé

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Chiffre d'affaires	524 870	1 036 566
Charges d'exploitation	(466 503)	(678 766)
Résultat Brut d'Exploitation	58 367	357 800
Loyers	(776)	(5 549)
Excédent brut d'exploitation	57 591	352 251
Amortissements et provisions	(141 107)	(148 248)
Résultat d'exploitation	(83 516)	204 004
Résultat financier	(95 226)	(58 325)
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(836)	7 593
Résultat avant impôt	(179 578)	153 271
Résultat de la gestion des autres actifs	15 817	15 817
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT IMPÔT	(163 760)	169 088
Dépréciation d'actif		
Impôts	(20 386)	(10 389)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(184 147)	158 699
Intérêts minoritaires	12 317	(6 625)
Résultat Net part du Groupe	(171 829)	152 075
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 326 947	14 326 947
Résultat net par action (en MAD)	(12)	11
Résultat net dilué par action (en MAD)	(12)	11
DIVIDENDE PAR ACTION (en MAD)	N/A	N/A

Le Rapport Financier Annuel comprenant le jeu complet des états financiers sociaux et consolidés du Groupe au 31 décembre 2022 sera mis en ligne à partir du 28 avril 2023 sur le site internet de RISMA, à l'adresse suivante : <http://www.risma.com/investisseurs/>



7, Boulevard Driss Slaoui
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires
Groupe RISMA
97, Boulevard Massira Khadra
Casablanca

**RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022**

AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Risma S.A. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.309.102 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 158.699.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Notre réponse
<p>Tests de dépréciation des actifs hôteliers</p> <p>Au 31 décembre 2022, la valeur comptable des goodwill et actifs hôteliers s'élève à un montant total de 3.000 MMAD.</p> <p>Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance du Groupe, l'évolution de l'environnement concurrentiel, des conditions de marché défavorables et des changements de législations ou de réglementations. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie du Groupe et par conséquent sur la détermination des valeurs recouvrables de ces actifs.</p> <p>Comme indiqué dans les notes annexes « Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs », le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie testée, déterminée sur la base de flux de trésoreries nets futurs actualisés.</p> <p>Les goodwill et les immobilisations corporelles impactent de manière significative les comptes du Groupe et font par ailleurs appel, pour les besoins de leur évaluation, au jugement et aux estimations de la Direction. De ce fait, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus appliqué par le Groupe pour l'identification des indices de pertes de valeur et la mise en œuvre des tests de dépréciation pour ces actifs, et examiner les contrôles clés y afférents ; - Examiner les éléments chiffrés utilisés par le Groupe pour déterminer les valeurs recouvrables ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par le Groupe.



Boulevard Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina – Casablanca
Maroc

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre de la firme Grant Thornton
7 Bd. Driss Slaoui, Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 96 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT
Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Tour Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél : 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax : 05 22 22 49 78 / 47 59
Sakina BENSOUA-KORACHI
Associée

COMPTES SOCIAUX au 31 décembre 2022

(BILAN (ACTIF) (MODÈLE NORMAL)

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs → [A]	27 422 126,00	27 278 885,92	143 240,08	4 218 048,84
Frais préliminaires	26 383 876,00	26 383 876,00		4 003 188,76
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 038 250,00	895 009,92	143 240,08	214 860,08
Primes de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles → [B]	160 422 030,95	12 129 640,43	148 292 390,52	148 167 935,18
Immobilisations en Recherche et Développement	1 467 419,50	1 467 419,50		
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 086 474,97	10 662 220,93	424 254,04	299 798,70
Fonds commercial	147 868 136,48		147 868 136,48	147 868 136,48
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles → [C]	2 191 438 512,21	848 753 890,07	1 342 684 622,14	1 317 837 810,57
Terrains	211 895 744,62	3 106 510,99	208 789 233,63	208 861 816,24
Constructions	1 427 426 852,50	438 905 151,22	988 521 701,28	960 389 533,27
Installations techniques, matériel et outillage	489 087 858,32	391 355 746,41	97 732 111,91	71 234 090,15
Matériel de transport	373 717,36	370 642,36	3 075,00	6 150,00
Mobilier, Matériel de bureau, Aménagement Divers	16 326 854,66	12 634 939,09	3 691 915,57	2 180 645,32
Autres immobilisations corporelles	2 450 900,00	2 380 900,00	70 000,00	70 000,00
Immobilisations corporelles en cours	43 876 584,75		43 876 584,75	75 095 575,59
Immobilisations financières → [D]	1 331 051 608,36	430 259 254,29	900 792 354,07	900 792 354,06
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	18 814 362,15	17 609 254,29	1 205 107,86	1 205 107,86
Titres de participation	1 312 237 246,21	412 650 000,00	899 587 246,21	899 587 246,20
Autres titres immobilisés				
Écarts de conversion actif → [E]				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	3 710 334 277,52	1 318 421 670,71	2 391 912 606,81	2 371 016 148,65
Stocks → [F]	20 156 221,56	11 148 775,76	9 007 445,80	8 755 592,51
Marchandises	5 175 725,15	5 036 994,13	138 731,02	146 769,53
Matières et fournitures consommables	14 980 496,41	6 111 781,63	8 868 714,78	8 608 822,98
Produits en cours				
ACTIF CIRCULANT	313 899 953,07	41 049 280,83	272 850 672,24	281 015 514,46
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
Créances de l'actif circulant → [G]	190 172,25	190 172,25	190 172,25	106 140,00
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes				
Clients et comptes rattachés	52 396 019,93	2 838 542,56	49 557 477,37	23 680 467,89
Personnel	45 855,80		45 855,80	849 667,79
État	123 915 849,03		123 915 849,03	131 046 450,60
Comptes d'associés	118 280 545,26	30 469 800,00	87 810 745,26	105 370 786,43
Autres débiteurs	13 993 750,97	7 740 938,27	6 252 812,70	9 931 092,07
Comptes de régularisation - Actif	5 077 759,83		5 077 759,83	10 030 909,68
Titres valeurs de placement → [H]	615 062 287,13	615 062 287,13	615 062 287,13	143 162 540,97
Écarts de conversion actif → Éléments circulants [I]				
TOTAL II (F+G+H+I)	949 118 461,76	52 198 056,59	896 920 405,17	432 933 647,94
Trésorerie - Actif	155 663 193,11	327 551,62	155 335 641,49	89 435 394,54
Chèques et valeurs à encaisser	8 574 685,56	327 551,62	8 247 133,94	1 159 127,92
Banques, T.G et C.C.P	146 194 760,44		146 194 760,44	87 651 628,13
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	893 747,11		893 747,11	624 638,49
TOTAL III	155 663 193,11	327 551,62	155 335 641,49	89 435 394,54
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	4 815 115 932,39	1 370 947 278,92	3 444 168 653,47	2 893 385 191,13

(BILAN (PASSIF) (MODÈLE NORMAL)

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
	CAPITAUX PROPRES	1 918 010 145,67
Capital social ou personnel (1)	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Dont versé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19	443 607 427,19
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	15 162 545,13	15 162 545,13
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	-98 651 569,43	24 873 334,37
Résultat en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice (2)	125 197 042,78	-123 524 903,82
Total des capitaux propres (A)	1 918 010 145,67	1 792 813 102,87
Capitaux propres assimilés (B)	35 269 897,67	
Subvention d'investissement	35 269 897,67	
Provisions réglementées		
Dettes de financement (C)	881 350 998,16	622 630 998,06
Emprunts obligataires	250 000 000,00	
Autres dettes de financement	631 350 998,16	622 630 998,06
Provisions durables pour risques et charges (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Écarts de conversion - passif (E)		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	2 834 631 041,50	2 415 444 100,93
Dettes du passif circulant (F)	397 474 541,02	383 843 842,39
Fournisseurs et comptes rattachés	223 636 554,02	146 836 059,28
Clients créditeurs, avances et acomptes	19 259 675,32	24 552 889,70
Personnel	22 265 583,02	19 310 463,09
Organismes sociaux	7 723 418,31	8 130 551,92
État	16 461 287,51	12 999 200,87
Comptes d'associés	76 392 070,47	53 508 562,35
Autres créanciers	17 450 225,28	5 550 346,20
Comptes de régularisation passif	14 285 727,09	12 595 768,98
Autres provisions pour risques et charges (G)	113 947 583,74	112 457 565,73
Écarts de conversion - passif (Éléments circulants) (H)	4 587,64	4 587,64
TOTAL II (F+G+H)	511 426 712,40	395 945 995,76
TRÉSORERIE PASSIF	98 110 899,57	81 995 094,44
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie		
Banques (Soldes créditeurs)	98 110 899,57	81 995 094,44
TOTAL III	98 110 899,57	81 995 094,44
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	3 444 168 653,47	2 893 385 191,13

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

	OPÉRATIONS			
	DÉSIGNATION	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	TOTAUX DE L'EXERCICE
		1	2	3 = 2 + 1
EXPLOITATION	PRODUITS D'EXPLOITATION	863 214 093,72		863 214 093,72
	Ventes de marchandises (en l'état)	18 642 787,90		18 642 787,90
	Ventes de biens et services produits	797 812 626,58		797 812 626,58
	Chiffres d'affaires	816 455 414,48		816 455 414,48
	I Variation de stocks de produits (1)			
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même			
	Subventions d'exploitation			
	Autres produits d'exploitation			
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	46 758 679,24		46 758 679,24
	Total I	863 214 093,72		863 214 093,72
CHARGES D'EXPLOITATION	729 782 980,77	237 090,26	730 020 071,03	
Achats revendus(2) de marchandises	304 478,46		304 478,46	
Achats consommés(2) de matières et fournitures	141 363 325,13	40 860,80	141 404 185,93	
Autres charges externes	301 109 526,28	151 692,44	301 261 218,72	
Impôts et taxes	14 145 133,57	44 497,00	14 189 630,57	
Charges de personnel	170 892 228,93	40,02	170 892 268,95	
Autres charges d'exploitation	675 939,85		675 939,85	
Dotations d'exploitation	101 292 348,55		101 292 348,55	
Total II	729 782 980,77	237 090,26	730 020 071,03	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	133 431 112,95	-237 090,26	133 194 022,69	
PRODUITS FINANCIERS	7 938 510,27		7 938 510,27	
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
Gains de change	551 861,89		551 861,89	
Intérêts et autres produits financiers	6 798 574,54		6 798 574,54	
Reprises financières : transfert charges	588 073,84		588 073,84	
Total IV	7 938 510,27		7 938 510,27	
CHARGES FINANCIÈRES	13 030 153,57		13 030 153,57	
Charges d'intérêts	12 414 097,23		12 414 097,23	
Pertes de change	442 623,28		442 623,28	
V Autres charges financières				
Dotations financières	173 433,06		173 433,06	
Total V	13 030 153,57		13 030 153,57	
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-5 091 643,30		-5 091 643,30	
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	128 339 469,65	-237 090,26	128 102 379,39	

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) (SUITE)

	OPÉRATIONS			
	DÉSIGNATION	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	TOTAUX DE L'EXERCICE
		1	2	3 = 2 + 1
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)		128 339 469,65	-237 090,26	128 102 379,39
PRODUITS NON COURANTS		3 832 617,84	5 093,33	3 837 711,17
Produits des cessions d'immobilisations		280 482,13		280 482,13
Subventions d'équilibre				
VIII Reprises sur subventions d'investissement				
Autres produits non courants		3 552 135,71	5 093,33	3 557 229,04
Reprises non courantes ; transferts de charges				
Total VIII		3 832 617,84	5 093,33	3 837 711,17
CHARGES NON COURANTES		3 433 595,46		3 433 595,46
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées		228 403,25		228 403,25
Subventions accordées				
IX Autres charges non courantes		3 205 192,21		3 205 192,21
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
Total IX		3 433 595,46		3 433 595,46
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)		399 022,38	5 093,33	404 115,71
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)		128 738 492,03	-231 996,93	128 506 495,10
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS		3 309 452,32		3 309 452,32
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)		125 429 039,71	-231 996,93	125 197 042,78
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)		874 985 221,83	5 093,33	874 990 315,16
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)		749 556 182,12	237 090,26	749 793 272,38
XVI RÉSULTAT NETI (total des produits - total des charges)		125 429 039,71	-231 996,93	125 197 042,78



7, Boulevard Driss Slaoui
20 000 Casablanca



Boulevard Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina – Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
RISMA S.A.
97, Boulevard Massira El Khadra
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 5 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société RISMA S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1.953.280.043,34 dirhams dont un bénéfice net de 125.197.042,78 dirhams.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société RISMA S.A. au 31 décembre 2022, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Notre réponse
<p>Evaluation des titres de participation</p> <p>Les titres de participation figurent au bilan au 31 décembre 2022 pour un montant net de 900 MMAD, compte tenu d'une provision pour dépréciation de 413 MMAD.</p> <p>Ces titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition. Comme indiqué dans l'état A.1, ces titres sont dépréciés par référence à la valeur actuelle à la clôture de l'exercice.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement de la Direction dans l'estimation de la valeur actuelle de ces titres de participation, nous avons considéré que l'évaluation de ces titres constitue un point clé de notre audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus de détermination de la valeur actuelle des titres de participation ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour déterminer les valeurs actuelles ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.
<p>Evaluation des fonds commerciaux</p> <p>Au 31 décembre 2022, la valeur nette comptable des fonds commerciaux s'élève à 148 MMAD.</p> <p>Comme indiqué dans l'état A.1, une dépréciation du fonds commercial doit être constatée lorsque sa valeur recouvrable devient inférieure à sa valeur nette comptable.</p> <p>La valeur recouvrable des fonds commerciaux est déterminée par la méthode des flux de trésorerie prévisionnels prenant en considération le risque marché et les risques spécifiques à Risma.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des fonds commerciaux constitue un point clé de notre audit en raison de l'importance du jugement et des estimations de la Direction dans la détermination de la valeur recouvrable.</p>	<p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus appliqué par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable des fonds commerciaux et examiner les contrôles clés y afférents ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par la Direction.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les

éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Member of the Grant Thornton
Network of Independent
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 43 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Boulevard Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél : 05 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax : 05 22 23 40 78 / 47 59

Sakina BENSOUA-KORACHI
Associée